

# Après les présidentielles et les législatives

## Pour une alternative

(A propos des assises de l'automne)

**Contribution proposée par :**

**Etienne Adam, Guy Barbin, Gérard Blanchet, Jean Brafman, Marylène Cahouet, Pierre Cours-Salies, Gilbert Dalgalian, Anne Flambard, Bernard Floris, Marc Gicquel, Claude Kowal, Pierre Laporte, Fernanda Marrucchelli, Daniel Mino, Gilles Monsillon, Katie Palluault, Daniel Rome, Patrick Silberstein, Roger-Pierre Soret, Dominique Taddei, Gérard Vidal, Pierre Zarka.**

Nous voulons développer un mouvement porteur d'alternatives afin de transformer la société.

Nous le savons, pour cela, le rassemblement de toutes les forces opposées aux politiques libérales et aux formes de pouvoir actuel est indispensable. Nous avons vécu une tentative en ce sens cette dernière année et chacun a pu voir comment des directions politiques s'y sont opposées. La victoire de la droite autour de Sarkozy marque le détournement d'une partie des inquiétudes et des aspirations vers de fausses solutions et un horizon réactionnaire divisant profondément la société. Ni les faux semblants du centre, ni la gauche social-libérale autour de la direction du PS n'ont pu y faire échec.

Nous avons proposé une alternative réelle et pour cela lié propositions et unité. Les 125 propositions, comme en son temps le texte « Ambitions et stratégie » signifiaient une convergence amplement suffisante pour réaliser une campagne commune autour d'une candidature à plusieurs voix.

Elle pouvait affirmer la convergence entre l'urgence sociale et l'urgence écologique, le droit à l'emploi, la consolidation de la protection sociale, la lutte contre les discriminations notamment celles concernant le sexe et les politiques racistes, la transformation démocratique des institutions et les droits des salariés, le changement des rapports internationaux, une politique active contre la guerre, un contrôle des politiques industrielles et le développement des services publics comme de véritables biens communs, une politique pour une Europe sociale et solidaire. Ni la direction de la LCR, ni celle du PCF, ni celle des Verts n'en ont voulu ; elles ont pu entraîner dans ce refus une majorité de leurs adhérents ; et la campagne lancée ensuite autour de José Bové par un appel citoyen a pu représenter un élément de la bataille politique mais n'a pu reconstruire une dynamique unitaire.

Ainsi, l'éclatement de ce rassemblement a mis en évidence que l'unité ne peut plus dépendre de la seule « entente » entre partis et courants établis. L'unité doit concerner certes les organisations, personnalités et militants, mais particulièrement les citoyennes et citoyens, les salariés, le monde du travail, en première ligne des luttes et des exigences de transformation sociale, de conquête de nouveaux droits.

I. Nous avons besoin de rendre permanentes les possibilités de rassemblement antilibéral.

Avec toutes celles et ceux qui ont mené cette campagne comme avec celles et ceux qui ont choisi de ne pas la faire par peur d'ajouter de la division; celles et ceux qui se sont retrouvés ensemble pour les législatives à présenter ou soutenir des

candidatures communes. Une fois cela posé, nous devons affronter plusieurs questions qui déterminent l'existence de ce rassemblement. Si nous souhaitons constituer une force, cela peut recouvrir des réalités très différentes, en voilà rapidement deux aspects :

- Une organisation qui soit sur le mode d'un parti ou d'un mouvement reposant sur une unicité d'organisation s'occupant avant tout de se construire face aux autres et dans la concurrence avec elles.
- Une « maison commune » ou une confédération, un rassemblement antilibéral de divers courants, ou nous devons réfléchir à la forme de représentation des diversités (par exemple : chaque individu porte sa propre diversité et de plus, s'il le souhaite, celle-ci peut être soulignée par le fait d'appartenir ou pas à une sensibilité ou à un parti). Il s'agirait alors que ces forces collectives et individuelles se fédèrent pour mettre en commun ce qu'elles produisent et développent leurs capacités d'intervention. La première solution porte en germe la création d'un parti supplémentaire, la seconde reproduirait la forme du Collectif national, qui nous a conduits à l'impasse. Nous ne voulons pas construire une nouvelle force de division et nous devons savoir distinguer le but et les moyens. Une force de plus, si elle est ouverte et unitaire, est une garantie de rassemblement sans hégémonie aucune. Celles et ceux (les unitaires) qui portent le projet d'une alternative, ont été mis en échec, par des directions et des courants qui ne vont pas changer sans débats et initiatives politiques. Pour rechercher une maison commune, encore faut-il que les unitaires portant des alternatives ne soient pas dispersés, et dépendant des diviseurs ; mais qu'ils se structurent et puissent s'affirmer comme « creuset de l'unité ». Cette entreprise est urgente à lancer ; afin que les dizaines de milliers de personnes qui viennent de vivre cet espoir et cette défaite deviennent porteurs, durant des luttes de résistance des alternatives de transformation de la société.

II. Ne sous estimons pas le travail qu'il faut réaliser pour dépasser la situation actuelle. L'élection Présidentielle a montré que les propositions concrètes ne sont audibles et mémorables que dans la mesure où elles viennent se greffer sur une logique qu'elles servent à illustrer. Le vote est politique et ne repose pas sur une démarche de revendication autour d'une sorte de plateforme syndicale. Nous avons besoin à la fois de produire du sens pour faire exister une véritable alternative politique, et de savoir où nous en sommes entre nous. Nous devons aussi être présents dans les luttes quotidiennes. La difficulté ne se limite pas aux états d'âme des appareils du PC ou de la LCR. Il est même probable que la tension provoquée par le comportement des partis ait masqué l'ampleur du travail d'élaboration nécessaire (voir la pauvreté de certains points des 125 propositions). Soyons lucides : la victoire remportée lors du référendum n'a pas permis de répondre à la question : « qu'est-ce que le contraire de la concurrence libre et non faussée ? ». Cela demande normalement du temps et de ne rien figer durant ce temps d'élaboration. Il ne pourra plus s'agir désormais de la seule sauvegarde ou réappropriation des acquis : il faudra définir un projet de société cohérent et offensif. Il faut dès maintenant entreprendre, il nous faudra du temps. Du temps, parce que nous venons de cultures différentes et

aussi parce que les forces de gauche qui occupaient jusque-là l'espace politique n'ont pas produit ce travail. Or, cette construction peut être impulsée et dynamisée par des décisions volontaires mais sa construction ne peut résulter que d'efforts décentralisés, d'un vrai travail de terrain. Enfin, le caractère relativement réduit de l'audience que nous avons été capables de recueillir, doit nous faire réfléchir. Non pas que ce que nous avons fourni jusqu'ici soit négligeable, mais pour ne pas le gâcher. Il y a trop de réseaux militants et d'expériences collectives significatives qui demeurent encore presque absents. Il serait vain de prétendre bâtir sans eux et ensuite leur demander de se rallier : les jeunes, les femmes en mouvement, les jeunes des cités populaires, les migrants, les hommes et femmes qui font vivre leurs associations de solidarité, les syndicalistes... La plupart de ceux-ci ne viendront pas adhérer à quelque chose conçu extérieur à eux. Comment résoudre cette contradiction entre, être présent-e-s rapidement pour faire face aux échéances sociales et politiques, et prendre le temps nécessaire pour construire quelque chose de solide et de durable ? La réponse est à chercher en changeant profondément les méthodes habituelles.

III. Faire autrement Il faut intégrer des différences d'approches et des divergences comme des éléments durables et pouvant devenir des éléments constitutifs, indispensables à notre construction. Il nous faut prévoir des formes ouvertes, inventant une démocratie créatrice fondée sur des engagements multiformes, avec une participation aux mobilisations en lien avec les débats publics autour d'axes d'alternative. Donc, des formules nouvelles, pour une nouvelle culture politique allant de la participation aux luttes à la présence aux élections. Il n'y aura pas un temps de « création in vitro » puis un passage à l'action mais plutôt un processus qui conjugue simultanément et durant plusieurs mois, voire des années, des débats et une construction avec des tâtonnements. Dès lors que le but d'un mouvement alternatif rassemblant l'ensemble des forces sera retenu et défini, il comporte, heureusement, le droit à revoir ce qui ne va pas, le droit au brouillon, le droit à l'expérimentation comme trait identitaire et moyen d'exister tout de suite. Un cadre défini par son objectif et par sa volonté d'inscrire les exigences d'une alternative unitaire, un rassemblement de forces capables d'apporter quelque chose aux mobilisations et pour faire face aux prochaines échéances politiques. Concrètement, dès l'après-législatives, nous pourrions soumettre ces réflexions et ces démarches à tous les collectifs et forces susceptibles d'y participer. Tenir des Assises en automne qui lanceraient ce processus et multiplieraient les bilans d'étapes qui incluraient la manière dont nous affrontons les enjeux de l'actualité afin de déboucher le moment venu sur la réponse à la première question : quel type d'organisation créons-nous ?

IV. La place des partis et forces structurées dans un tel processus A l'évidence il s'agit d'une question appelée à évoluer : au fur et à mesure où les diverses organisations politiques font face, ou pas, à la crise qui les traverse; au fur et à mesure que se développe un mouvement unitaire antilibéral, une convergence citoyenne de personnes avec ou sans appartenance à des partis. Nous souhaitons que se regroupe tout l'arc des forces d'une gauche de transformation sociale (le PCF, la LCR, les courants antilibéraux du PS, les Altermondialistes et les écologistes, notamment les verts). Pour n'avoir aucune ambiguïté, résumons le moment présent :

si les possibilités unitaires de toutes forces de la gauche qui se réclament de l'antilibéralisme dans un ample mouvement alternatif sont actuellement de l'ordre du projet, cette perspective doit être une de nos préoccupations décisives et être prise en considération dans nos choix immédiats. Cela implique, dans les mois qui viennent, de stabiliser les forces des collectifs, des coordinations, des comités autour d'un projet, dans la logique d'une convergence citoyenne ou chacun-e compte pour un-e. Cela suppose donc une appartenance au projet et aux formes d'organisations provisoires dont il doit se doter ; et évidemment aucun obstacle à la double appartenance pour celles et ceux qui participent aussi, en même temps, à d'autres organisations. La garantie pour que ce soit possible s'appelle l'autonomie, l'indépendance : nul ne voudrait recommencer à dépendre d'une sorte de cartel d'organisations et de courants. Puisque notre unité ne peut plus dépendre de la bonne entente entre partis et courants, elle doit se nourrir et se structurer autour des mobilisations et des mouvements sociaux : Collectifs antilibéraux de la transformation sociale, Comités pour une Alternative, Mouvement Alternatif (la formulation la meilleure, pour un provisoire de moyen terme, devra être choisie après discussion sur le fond des questions), Nous sommes favorables, évidemment, à l'unité dans l'action, pour mener les luttes d'offensive et de résistance ; mais la résistance n'est pas la même si des perspectives de rupture politique avec l'ordre en place sont recherchées et construites dans les débats. Ce que nous appelons construire une alternative de transformation sociale. Un horizon de dépassement de cette société doit être reconstruit et cela ne peut se faire que dans des débats cherchant à proposer l'unité de tous les antilibéraux. Construire une alternative ne se sépare pas, à nos yeux, d'une recherche de l'unité, car nous savons combien le surgissement d'attentes et de volonté politique existe au dehors des organisations politiques au sens classique, comme elle se manifeste aussi différemment au sein des organisations. Le combat pour l'unité nous permettra d'être crédibles dans l'action comme dans nos perspectives politiques. Actions à partir de la base et démocratie dans un rassemblement de toutes les formes militantes. Effort unitaire autour d'une alternative politique, afin de créer une force alternative unitaire, tels devraient être les éléments essentiels afin de préparer les Assises de l'automne.

[rome@club-internet.fr](mailto:rome@club-internet.fr)